ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.973/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 31 janvier 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "portant diverses dispositions fiscales en matière d'écotaxes et d'écoréductions", a donné le 6 mars 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 32.973/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 januari 2002 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende diverse fiscale bepalingen inzake ecotaksen en ecobonussen", heeft op 6 maart 2002 het volgende advies gegeven :

Présentation formelle du dispositif

Le 25 janvier 2002, le Conseil des ministres a décidé :

"Conformément au point E de la circulaire du 25 mai 2000 relative aux procédures de dépôt d'un projet de loi, (le projet) sera complété par un résumé et un texte coordonné des articles à modifier.".

La circulaire prérappelée consacre une méthode de rédaction de la loi que le Conseil d'Etat a déjà suggérée, en raison de son utilité pour la compréhension des textes que le législateur est invité à adopter et parce qu'elle permet d'en vérifier l'exactitude formelle plus aisément.

Pour ces raisons, il serait souhaitable que le Conseil d'Etat dispose lui aussi du texte coordonné au moment où il est consulté.

Mise en concordance éventuelle avec d'autres projets

Le 9 janvier 2002, le Conseil d'Etat a donné un avis sur un projet d'arrêté royal portant coordination des dispositions légales en matière d'écotaxe (30.623/2), lequel n'est pas encore déposé à ce jour.

L'avis relevait notamment :

"L'auteur du projet n'a pas manifesté son intention de faire confirmer par le législateur la coordination en projet. Dans un souci de sécurité juridique et de clarté, il est néanmoins souhaitable de procéder à une telle confirmation et de proposer, à cette occasion, au législateur d'abroger les dispositions originelles, y compris celles qui ne sont pas reprises dans la coordination. La confirmation législative est d'autant plus nécessaire que la lisibilité de certaines dispositions coordonnées requiert une importante adaptation de leur forme.".

L'avant-projet de loi présentement examiné devra, le cas échéant, être mis en concordance avec le texte de l'arrêté de coordination, si celui-ci est adopté entretemps.

Il y aura lieu de procéder aussi aux adaptations dont la nécessité résulterait de l'adoption par le législateur, du projet de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat [1].

Mise en conformité avec le droit européen

Le 27 septembre 2001, l'avant-projet de loi a été notifié à la Commission européenne, qui a émis à son propos, en date du 16 janvier 2002, une série d'observations au sens de l'article 8, § 2, de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques.

A la suite de ces observations, les auteurs du projet ont inventorié les questions à résoudre dans le cadre d'une concertation permanente entre les représentants des membres du Gouvernement concernés et la Commission européenne. Elles ont trait, principalement, aux difficultés suivantes, selon les explications fournies par le délégué du ministre :

a) L'obligation d'enregistrement pour les entreprises soumises à l'écotaxe ou à la cotisation d'emballage, ainsi que l'obligation d'apposer un signe distinctif et le numéro d'enregistrement sur les produits soumis à l'écotaxe ou à la cotisation d'emballage, telles qu'elles sont formulées dans l'avant-projet, sont-elles compatibles avec le droit européen ? (points 3, 4, 5, 6, de l'avis de la Commission européenne) .

b) La différenciation des taux de la cotisation d'emballage en fonction du contenu du récipient est-elle compatible avec le droit européen ? (point 8 de l'avis de la Commission européenne).

c) Les dispositions de l'avant-projet de loi en matière de cotisation d'emballage sont-elles compatibles avec le droit européen en matière d'obligation d'embouteillage à la source des eaux minérales naturelles et d'appellations d'origine protégées ? (points 13, 14, 15 et 16 de l'avis de la Commission européenne).

---

(1) Doc. parl., Chambre, session 2000-2001, n° 1363/006.

d) La possibilité de mesures en faveur de récipients composés de matériaux recyclés pourrait-elle constituer une entrave à la libre circulation pour les emballages en provenance d'Etats membres où des contraintes légales interdisent ou limitent l'incorporation de matériaux recyclés dans les emballages ? (point 12 de l'avis de la Commission européenne).

Les dispositions de l'avant-projet de loi devront être adaptées en fonction des solutions qui auront été dégagées en concertation avec la Commission européenne, au terme d'un examen des mesures envisagées du point de vue de leur efficacité pour la protection de l'environnement et de leurs effets sur le fonctionnement du marché intérieur [2].

C'est sous la réserve de la mise en conformité de l'avant-projet de loi avec les obligations européennes de la Belgique qui auront été ainsi mises en évidence, que sont énoncées les observations qui suivent et qui sont en rapport avec le droit interne.

Article 1er

Afin qu'aucune disposition n'échappe à la division en chapitres, il y a lieu de consacrer un chapitre premier, intitulé "Disposition générale", à cet article.

La numérotation des autres chapitres doit être adaptée en conséquence.

(2) L'exposé des motifs gagnerait à être adapté lui-aussi, fût-ce de manière succincte, en vue d'établir le caractère juridiquement admissible des mesures envisagées au regard des obligations européennes de la Belgique. De la sorte, seront esquissées les limites dans lesquelles le législateur pourrait néanmoins amender le projet de loi sans enfreindre les obligations prérappelées.

Egalité devant l'impôt

(Article 10 du projet; article 371 en projet)

L'exposé des motifs justifie le traitement fiscal différencié des divers emballages en raison de leur contenu, par le motif que la réforme envisagée devrait être neutre budgétairement, dans chaque secteur d'activités considéré isolément.

On peut se demander si cette préocupation n'a pas conduit à créer des catégories de redevables selon un critère arbitraire, compte tenu de l'objectif assigné aux écotaxes et aux écoréductions.

Il convient que l'exposé des motifs justifie du point de vue du principe constitutionnel d'égalité les distinctions établies par le projet.

Légalité de l'impôt

(Article 12 du projet; article 373 en projet)

Aux termes de l'article 373, nouveau,

> "... le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre des mesures en faveur des récipients pour boissons qui sont composés, dans une mesure qu'Il détermine, de matériaux recyclés".

Selon l'exposé des motifs,

> "Après concertation avec les secteurs concernés, le Gouvernement examinera une solution pour les récipients pour boissons qui sont composés dans une mesure à déterminer de matériaux recyclés.".

Selon les explications du délégué du ministre, les mesures qui pourraient être prises, seraient bien de nature fiscale. Il en résulte qu'elles ne sauraient être confiées au pouvoir du Roi en vertu des articles 170, § 1er, et 172 de la Constitution, qui réservent la matière fiscale au législateur. La loi, elle-même, doit donc régler les mesures de faveur envisagées, mais sans perdre de vue les difficultés pointées par la Commission européenne dans ses observations évoquées ci-dessus, ni la prohibition de mesures discriminatoires.

Rétroactivité de la loi

(Article 35)

Il se conçoit difficilement que les mesures projetées puissent recevoir, en pratique, une application rétroactive à la date du 1er mars 2002. L'article 35 doit être revu en conséquence, en même temps que sa rédaction : en effet, le texte de l'article 35 vise "la présente loi", alors que l'exposé des motifs ne vise que la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

(Article 14; article 376 en projet)

Aux termes de l'article 376, § 2, dernière phrase, en projet,

> "Le Roi détermine par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, les modalités d'application de cette preuve, lequel arrêté royal produira ses effets au 1er juillet 1996.".

Selon l'exposé des motifs,

> "... la loi actuelle prévoit que le Roi doit déterminer les modalités d'application de la preuve de réutilisation et de recyclage à 80 % des appareils-photos jetables. Cet arrêté n'ayant jamais été pris, l'exonération conditionnelle de l'écotaxe a dû être accordée par l'administration devant gérer le système sans base juridique précise. C'est la raison pour laquelle le présent article prévoit un effet rétroactif à l'arrêté royal permettant de la sorte de créer cette base juridique.".

Les redevables ne sauraient être tenus de rapporter une preuve impossible à établir, parce que ces "modalités d'application" ne leur seraient connues que tardivement.

Le dispositif de la loi doit être conçu de telle façon que son exécution ne porte pas atteinte à la sécurité juridique des administrés; l'exposé des motifs ne fait pas apparaître qu'il en sera bien ainsi. Le texte et son commentaire doivent être revus en conséquence.

Observations finales d'ordre légistique et linguistique au sujet du texte néerlandais du projet

Le texte néerlandais du projet n'est pas toujours rédigé conformément aux règles de la "Légistique formelle, Recommandations et Formules". En outre, il laisse parfois à désirer du point de vue de la correction de la langue. A titre d'exemple et sous réserve des observations sur la teneur du projet, certaines propositions à ce sujet sont formulées ci-après.

Dispositif

Article 3

Pour les montants d'une valeur de plus de 1 euro, on écrira le mot "euro" au singulier. Cette remarque vaut pour l'ensemble du projet.

Article 5

Au paragraphe 4 on écrira "b)" au lieu de "alinea b)".

Article 7

A l'article 1er, § 3, 3°, en projet, on écrira "het effectieve alcoholgehalte" au lieu de "het effectief alcoholvolumegehalte". Cette remarque vaut, mutatis mutandis, pour l'ensemble du projet.

A l'article 1er, § 3, 6°, en projet, on écrira "alsmede die van" au lieu de "alsmede deze van". Cette remarque vaut pour l'ensemble du projet.

Article 9

Au paragraphe 1er, on écrira "de onderdelen" au lieu de "alinea's". Cette remarque vaut également pour la phrase liminaire du paragraphe 2.

Au paragraphe 2, on écrira "hersteld in de volgende lezing" au lieu de "opnieuw ingevoegd in de volgende zin".

Article 10 (article 371 en projet)

A l'article 371 en projet, on écrira "tegen de hiernavolgende tarieven" au lieu de "aan de hiernavolgende tarieven".

Article 11

Au paragraphe 1er, on écrira "het eerste lid" au lieu de "eerste alinea". Cette remarque vaut, mutatis mutandis, également pour les articles 17, 23, 25, 26 et 29.

Article 14

La dernière phrase de l'article 376, § 2, en projet, serait mieux rédigée comme suit :

"De Koning bepaalt bij een koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad en dat in werking treedt met ingang van 1 juli 1996, de nadere regels voor de toepassing van dit bewijs".

Article 16

On écrira "gewijzigd bij" au lieu de "gewijzigd door". Cette remarque vaut également pour les articles 17, 18, 19 et 31 du projet. A l'article 18, on écrira en outre "ingevoegd bij" au lieu de "ingevoegd door".

De plus, on écrira au point 2.B) en projet "voor het jaar 2004 en volgende" au lieu de "voor het jaar 2004 en de volgenden".

Article 19

On écrira "onderdeel 1°" au lieu de "alinea 1".

Articles 20 en 21

Aux articles 20 et 21, on écrira "Hoofdstuk" au lieu de "Het hoofdstuk".

Article 22 (article 391 en projet)

A l'article 391, alinéa 2, en projet, on écrira "te vermelden" au lieu de "aan te duiden".

Formele inrichting van het dispositief

Op 25 januari 2002 heeft de Ministerraad het volgende besloten :

"Conformément au point E de la circulaire du 25 mai 2000 relative aux procédures de dépôt d'un projet de loi, (le projet) sera complété par un résumé et un texte coordonné des articles à modifier.".

De voormelde circulaire bekrachtigt een manier om wetten op te stellen die de Raad van State al heeft gesuggereerd omdat die manier bijdraagt tot de leesbaarheid van de regelingen die de wetgever verzocht wordt aan te nemen en het gemakkelijker maakt om te controleren of de regeling de vereiste vorm heeft.

Daarom zou het wenselijk zijn dat ook de Raad van State over de gecoördineerde tekst beschikt op het ogenblik dat hij om advies wordt gevraagd.

Eventuele afstemming op andere ontwerpen

Op 9 januari 2002 heeft de Raad van State een advies gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit tot samenordening van de wetsbepalingen inzake de milieutaksen (30.623/2). Dat ontwerp is nog niet bij het Parlement ingediend.

In dat advies werd onder meer opgemerkt :

"De steller van het ontwerp heeft niet te kennen gegeven dat het in zijn bedoeling ligt de ontworpen coördinatie bij wet te laten bekrachtigen. Ter wille van de rechtszekerheid en de duidelijkheid is het niettemin wenselijk zo een bekrachtiging te doen en naar aanleiding daarvan aan de wetgever voor te stellen de oorspronkelijke bepalingen op te heffen, met inbegrip van die welke niet zijn opgenomen in de coördinatie. De bekrachtiging bij wet is des te meer noodzakelijk daar de leesbaarheid van zekere gecoördineerde bepalingen een verregaande aanpassing van de vorm ervan vereist.".

Het thans onderzochte voorontwerp van wet zal zo nodig in overeenstemming moeten worden gebracht met de tekst van het coördinatiebesluit, als dat inmiddels wordt aangenomen.

Ook de aanpassingen zullen moeten worden aangebracht die mogelijk noodzakelijk worden als de wetgever het ontwerp van wet tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervolledigiging van de federale staatsstructuur aanneemt [1].

Aanpassing aan het Europese recht

Op 27 september 2001 is het voorontwerp van wet ter kennis gebracht van de Europese Commissie, die op 16 januari 2002 in verband daarmee een aantal opmerkingen heeft gemaakt in het licht van artikel 8, lid 2, van de richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften.

Naar aanleiding van die opmerkingen hebben de stellers van het ontwerp een lijst opgemaakt van de vraagstukken die via permanent overleg met de vertegenwoordigers van de betrokken leden van de Regering en de Europese Commissie moeten worden opgelost. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister hebben die vraagstukken voornamelijk betrekking op de volgende moeilijkheden :

a) Zijn de registratieplicht voor ondernemingen die een ecotaks of een heffing op verpakkingen moeten betalen, alsook de verplichting om een kenteken en het registratienummer te vermelden op producten die onder de ecotaks of een heffing op verpakkingen vallen, zoals die in het voorontwerp worden genoemd, verenigbaar met het Europese recht? (punten 3, 4, 5 en 6 van de mededeling van de Europese Commissie).

b) Zijn de verschillen in de tarieven van de heffing op verpakkingen naargelang van de inhoud van de recipiënt verenigbaar met het Europese recht ? (punt 8 van de mededeling van de Europese Commissie).

c) Zijn de bepalingen van het voorontwerp van wet in verband met de heffing op verpakkingen verenigbaar met het Europese recht inzake de verplichting om natuurlijk mineraalwater bij de bron te bottelen en inzake beschermde oorsprongsbenamingen ? (punten 13, 14, 15 en 16 van de mededeling van de Europese Commissie).

---

(1) Gedr. St., Kamer, 50 1363/006 (2000-2001).

d) Kunnen mogelijke gunstmaatregelen voor recipiënten bestaande uit hergebruikte materialen een belemmering vormen voor het vrije verkeer van verpakkingen uit lidstaten waar het gebruik van hergebruikte materialen in verpakkingen via wettelijke bepalingen wordt verboden of beperkt ? (punt 12 van de mededeling van de Europese Commissie).

De bepalingen van het voorontwerp van wet zullen moeten worden aangepast aan de oplossingen die in overleg met de Europese Commissie zullen zijn uitgewerkt, nadat is onderzocht of de geplande maatregelen een werkzaam middel zijn om het milieu te beschermen en in hoeverre zij invloed hebben op het functioneren van de interne markt [2].

Onder voorbehoud van afstemming van het voorontwerp van wet op de Europese verplichtingen van België die aldus zullen zijn benadrukt, worden hierna opmerkingen omtrent het interne recht gemaakt.

Artikel 1

Als een regeling in hoofdstukken wordt ingedeeld, moeten alle bepalingen ervan onder een hoofdstuk vallen. Bijgevolg moet artikel 1 worden opgenomen in een hoofdstuk I met, als opschrift "Algemene Bepaling". De overige hoofdstukken moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

(2) Ook de memorie van toelichting zou enigszins moeten worden aangepast, zodat daarin wordt aangetoond dat de geplande maatregelen in het licht van de Europese verplichtingen van België juridisch aanvaardbaar zijn. Zodoende zal moeten worden bepaald binnen welke perken de wetgever het ontwerp van wet niettemin kan wijzigen zonder de voornoemde verplichtingen te veronachtzamen.

Gelijkheid voor de belasting

(Artikel 10 van het ontwerp: ontworpen artikel 371)

In de memorie van toelichting wordt de ongelijke fiscale behandeling van de verschillende verpakkingen gebaseerd op de inhoud van de verpakking. Als reden daarvoor wordt opgegeven dat de geplande hervorming in elke afzonderlijk beschouwde activiteitensector een budgettaire nuloperatie moet zijn.

De vraag rijst of dat streven niet heeft geleid tot het creëren van categorieën van heffingplichtigen volgens een willekeurig criterium, gelet op de doelstelling van ecotaksen en "ecobonussen".

In de memorie van toelichting behoren de verschillen die in het ontwerp worden gemaakt, uit het oogpunt van het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel te worden gerechtvaardigd.

Wettelijkheid van de belasting

(Artikel 12 van het ontwerp : ontworpen artikel 373)

Het nieuwe artikel 373 luidt als volgt :

"... De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, maatregelen ten gunste van de drankverpakkingen nemen die in een door Hem vastgestelde verhouding uit gerecycleerde materialen bestaan".

In de memorie van toelichting staat :

"Na overleg met de betrokken sectoren zal de Regering een oplossing onderzoeken voor de drankverpakkingen die in een te bepaling verhouding uit gerecycleerde materialen bestaan".

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister zijn de maatregelen die kunnen worden genomen van fiscale aard. Krachtens de artikelen 170, § 1, en 172 van de Grondwet, die bepalen dat belastingen bij een wet moeten worden ingevoerd, kunnen ze dus niet door de Koning worden uitgevaardigd. De geplande gunstmaatregelen moeten derhalve bij de wet zelf worden geregeld, maar zonder voorbij te gaan aan de moeilijkheden waarop de Europese Commissie in haar hierboven vermelde opmerkingen heeft gewezen, noch aan het feit dat discriminerende maatregelen verboden zijn.

Terugwerkende kracht van de wet

(Artikel 35)

Het is moeilijk denkbaar dat de geplande maatregelen in de praktijk kunnen terugwerken tot 1 maart 2002. Artikel 35 moet dienovereenkomstig worden herzien. Ook de redactie van dat artikel moet worden herzien. In de tekst van dat artikel is immers sprake van "deze wet", terwijl in de memorie van toelichting alleen wordt verwezen naar de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

(Artikel 14 : ontworpen artikel 376)

De laatste zin van het ontworpen artikel 376, § 2, luidt :

"De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de toepassingsmodaliteiten van dit bewijs; dit koninklijk besluit wordt van kracht op 1 juli 1996.".

In de memorie van toelichting staat het volgende :

"... de huidige wet (schrijft voor) dat de Koning de toepassingsmodaliteiten van het bewijs van hergebruik en van recyclage van de wegwerpfototoestellen tot 80 % dient te bepalen. Vermits dit besluit nooit is genomen, diende de voorwaardelijke vrijstelling van de milieutaks te worden toegekend door de administratie, die het stelsel zonder rechtsbasis diende te beheren. Daarom voorziet dit artikel een terugwerkende kracht voor het koninklijk besluit, zodat deze rechtsbasis wordt gecreëerd.".

De heffingsplichtigen mogen niet verplicht worden een bewijs te leveren dat onmogelijk kan worden bijgebracht, aangezien ze die "toepassingsmodaliteiten" te laat zouden kennen.

Het dispositief van de wet moet zodanig worden ontworpen dat de uitvoering ervan geen afbreuk doet aan de rechtszekerheid van de burgers; uit de memorie van toelichting blijkt niet dat dit zo zal zijn. Het ontwerp van wet en de commentaar daarop moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische en taalkundige aard in verband met de Nederlandse tekst van het ontwerp

De Nederlandse tekst van het ontwerp is dikwijls niet conform de handleiding "Wetgevingstechniek, Aanbevelingen en Formules" geredigeerd. Voorts is hij niet immer in correct Nederlands gesteld. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende tekstvoorstellen gedaan.

Dispositief

Artikel 3

Voor bedragen ter waarde van meer dan 1 euro schrijve men "euro" in het enkelvoud. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 5

In § 4, schrijve men "b)" in plaats van "alinea b)".

Artikel 7

In het ontworpen artikel 1, § 3, 3°, schrijve men "het effectieve alcoholgehalte" in plaats van "het effectief alcoholvolumegehalte". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

In het ontworpen artikel 1, § 3, 6°, schrijve men "alsmede die van" in plaats van "alsmede deze van". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 9

In paragraaf 1, schrijve men "de onderdelen" in plaats van "alinea's". Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zin van paragraaf 2.

In paragraaf 2, schrijve men "hersteld in de volgende lezing" in plaats van "opnieuw ingevoegd in de volgende zin".

Artikel 10 (ontworpen artikel 371)

In het ontworpen artikel 371, schrijve men "tegen de hiernavolgende tarieven" in plaats van "aan de hiernavolgende tarieven".

Artikel 11

In paragraaf 1, schrijve men "het eerste lid" in plaats van "de eerste alinea". Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor de artikelen 17, 23, 25, 26 en 29.

Artikel 14

De laatste zin van het ontworpen artikel 376, § 2, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Koning bepaalt bij een koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad en dat in werking treedt met ingang van 1 juli 1996, de nadere regels voor de toepassing van dit bewijs".

Artikel 16

Men schrijve "gewijzigd bij" in plaats van "gewijzigd door". Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 17, 18, 19 en 31 van het ontwerp. In artikel 18 schrijve men ook "ingevoegd bij" in plaats van "ingevoegd door".

Voorts schrijve men in het ontworpen punt 2.B), "voor het jaar 2004 en volgende" in plaats van "voor het jaar 2004 en de volgenden".

Artikel 19

Men schrijve "onderdeel 1°" in plaats van "alinea 1".

Artikelen 20 en 21

In de artikelen 20 en 21, schrijve men "Hoofdstuk" in plaats van "Het hoofdstuk".

Artikel 22 (ontworpen artikel 391)

In het ontworpen artikel 391, tweede lid, schrijve men "te vermelden" in plaats van "aan te duiden".

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	Y. KREINS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, J. JAUMOTTE,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. DELPÉRÉE, J. KIRKPATRICK,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS